

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

GRENOBLOISE D'ELECTRONIQUE ET D'AUTOMATISMES "GEA"

Société Anonyme au capital de 2 400 000 €.
Siège social : 12, chemin de malacher, BP 85, 38243 Meylan Cedex.
071 501 803 R.C.S Grenoble.

A. — Comptes sociaux.

I. — Bilan au 30 septembre 2007. (En euros.)

Actif	Notes	Montant brut 30/09/2007	Amortissements et provisions 30/09/2007	Montant net 30/09/2007	Montant net 30/09/2006
Immobilisations incorporelles :	3				
Concessions, brevets, licences		333 538	329 701	3 837	7 249
Autres immobilisations incorporelles					
Total		333 538	329 701	3 837	7 249
Immobilisations corporelles :	4				
Installations techniques, matériels et outillages		1 390 058	1 215 155	174 903	250 912
Autres Immobilisations corporelles		3 633 441	2 486 870	1 146 571	1 330 887
Construction		0	0	0	0
Immobilisations en cours		0	0	0	0
Total		5 023 499	3 702 025	1 321 474	1 581 799
Immobilisations financières :	5				
Participations		249 900	0	249 900	249 900
Autres titres immobilisés		55 861	6 199	49 662	29 607
Prêts		380	0	380	1 040
Autres immobilisations financières		38 392	0	38 392	43 115
Total		344 533	6 199	338 334	323 662
Total actif immobilisé		5 701 570	4 037 925	1 663 645	1 912 710
Stocks et en-cours :	7				
Matières premières et autres approvisionnements		4 151 957	75 824	4 076 133	3 618 644
En-cours production		3 300 234	0	3 300 234	5 490 469
Total		7 452 191	75 824	7 376 367	9 109 113
Avances et acomptes versés sur commande d'exploitation		0	0	0	47 098
Créances :	8				
Créances clients et comptes rattachés		16 538 864	0	16 538 864	16 489 621
Autres créances		155 246	0	155 246	366 542
Total		16 694 110	0	16 694 110	16 856 163
Valeur mobilières de placement		0	0	0	0
Disponibilités	9	7 855 097	0	7 855 097	5 049 782
Charges constatées d'avance		360 679	0	360 679	461 227
Total actif circulant		32 362 077	75 824	32 286 253	31 523 383

Ecart conversion actif		0	0	0	40 319
Total général		38 063 647	4 113 749	33 949 898	33 476 412

Passif	Notes	30/09/2007	30/09/2006
Capitaux propres :	10		
Capital social		2 400 000	2 400 000
Primes d'émission		2 927 021	2 927 021
Réserve légale		240 000	240 000
Autres réserves		12 720 468	13 822 903
Report à nouveau		0	124 177
Résultat de l'exercice		1 125 663	-1 226 612
Total capitaux propres		19 413 152	18 287 489
Provisions pour risques et charges :	11		
Provisions pour risques		0	40 319
Provisions pour charges		1 355 082	1 385 305
Total provisions pour risques et charges		1 355 082	1 425 624
Dettes :	12		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		2 583	5 943
Emprunts et dettes financières divers		1 239	791
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		13 291	18 477
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13	7 480 317	8 683 992
Dettes fiscales et sociales	13	4 347 968	4 229 921
Dettes sur immobilisations		0	0
Autres dettes		269 139	124 718
Produits constatés d'avance		1 067 127	668 746
Total dettes		13 181 664	13 732 588
Ecarts de conversion passif		0	30 711
Total général		33 949 898	33 476 412

II. — Compte de résultat au 30 septembre 2007.
(En euros.)

	Notes	30/09/2007	30/09/2006
Produits d'exploitation :			
Production vendue	16	39 441 303	44 452 793
Dont à l'exportation		11 673 729	11 094 694
Production stockée		-2 190 235	-1 762 936
Total production		37 251 068	42 689 857
Reprise sur provisions amortissements et transferts de charges		261 947	49 472
Total produits d'exploitation		37 513 015	42 739 329
Charges d'exploitation :			
Achats matières premières et autres approvisionnements		20 127 913	25 404 088
Variations de stocks		-496 773	-40 338
Autres achats et charges externes		3 828 499	6 187 044
Impôts, taxes et versements assimilés		858 096	716 113
Salaires et traitements	17	8 001 388	7 695 755
Charges sociales		3 438 788	3 381 164
Dotations aux amortissements et aux provisions :			
Sur immobilisations : amortissements		380 831	478 225

Sur actif circulant : provisions		39 284	0
Pour risques et charges : provisions	11	11 466	59 142
Autres charges		105 195	20 300
Total des charges d'exploitation		36 294 687	43 901 493
Résultat d'exploitation		1 218 328	-1 162 164
Produits financiers :			
Participations		0	0
Autres intérêts et produits assimilés		39	11
Reprise sur provisions et transfert de charges		40 476	12 617
Différence positive de change		67 595	132 791
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières		69 038	31 888
Total		177 148	177 307
Charges financières :			
Dotations aux amortissements et provisions		6 199	40 476
Intérêts et autres charges assimilées		50 824	52 954
Différence négative de change		88 599	140 348
Charges nettes sur cessions de valeur mobilière de placement		4 587	9 685
Total		150 209	243 463
Résultat financier		26 939	-66 156
Résultat courant avant impôt		1 245 267	-1 228 320
Produits exceptionnels :	21		
Sur opérations de gestion		10 958	11 582
Sur opérations en capital		49 546	4 403
Reprise sur provisions et transferts de charges		0	0
Total		60 504	15 985
Charges exceptionnelles :	21		
Sur opérations de gestion		26 097	14 277
Sur opérations en capital		140	0
Dotations aux amortissements et provisions		0	0
Total		26 237	14 277
Résultat exceptionnel	21	34 267	1 708
Participation des salariés		0	0
Impôts sur les bénéfices	18	153 871	0
Résultat net		1 125 663	-1 226 612
Résultat net par action (en €)		0,94	-1,02
Résultat net dilué par action (en €)		0,94	-1,02

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers.

III. — Tableau des flux de trésorerie. (En milliers d'euros.)

	30/09/2007	30/09/2006
Opérations d'exploitation :		
Résultat net	1 126	-1 227
Annulation des amortissements et provisions	207	565
Plus ou moins-value sur cession d'immobilisations	0	-4
Capacité d'autofinancement	1 333	-666
Variation des créances	498	3 763
Variation des stocks	1 693	1 723

Variation des dettes	-578	-1 672
Variation du besoin en fonds de roulement	1 613	3 814
Variation nette de la trésorerie d'exploitation	2 947	3 148
Opérations d'investissement :		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-117	-680
Produit de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	0	4
Investissement net d'exploitation	-117	-676
Investissements financiers nets	-21	-32
Variation nette de la trésorerie d'investissement	-138	-708
Opérations de financement :		
Augmentation des capitaux propres en numéraire	0	0
Dividendes payés	0	-480
Émission d'emprunts et dettes financières	0	0
Remboursement d'emprunts et dettes financières	0	0
Variation des comptes courants groupe et associés	0	0
Variation nette de la trésorerie de financement	0	-480
Variation nette de la trésorerie totale	2 809	1 960
Trésorerie à l'ouverture	5 044	3 084
Trésorerie à la clôture	7 853	5 044

IV. — Annexe aux comptes sociaux de l'exercice 2006/2007.

Note 1. — Faits caractéristiques de l'exercice.

Aucun fait marquant n'est à signaler pour l'exercice.

Note 2. — Règles et méthodes comptables.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

a) Immobilisations incorporelles. — Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels amortis selon la méthode linéaire sur 12 mois. Les dépenses de recherche et développement ne sont pas immobilisées et figurent dans les charges d'exploitation.

b) Immobilisations corporelles. — Elles sont valorisées à leur coût historique d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction des durées probables d'utilisation suivantes :

- matériels et outillages : 3 à 10 ans ;
- agencements des constructions : 5 à 15 ans ;
- matériels de transport : 3 à 20 ans ;
- mobilier et matériels de bureau : 3 à 10 ans.

c) Immobilisations financières. — Les valeurs brutes correspondent à la valeur d'entrée dans le patrimoine social. Elles sont éventuellement corrigées d'une provision pour dépréciation destinée à les ramener à leur valeur d'usage.

La valeur d'usage des titres de participation tient compte des capitaux propres mais aussi de la rentabilité et des perspectives d'avenir de la société.

Les actions GEA auto-détenues n'étant ni destinées à l'attribution à des salariés, ni à la réduction de capital sont classées dans les immobilisations financières.

La valeur d'inventaire de ces titres est déterminée en fonction de leur cours moyen observé au cours du mois précédent la clôture de l'exercice.

d) Créances et dettes. — Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

e) Stocks. — Les matières premières et les approvisionnements sont valorisés au dernier prix d'achat.

La rotation rapide des stocks de produits achetés donne à cette méthode un résultat proche de la méthode FIFO.

Les travaux en cours sont comptabilisés pour leur coût de production évalué au plus bas du coût de revient ou de la valeur réalisable. Il comprend le coût des matières premières et de la main d'oeuvre ainsi que les frais généraux rattachés à la production à l'exclusion des frais financiers.

f) Valeurs mobilières de placement. — Les valeurs mobilières de placement sont représentées par des SICAV de trésorerie ou des titres de sociétés cotées. Les parts de SICAV sont évaluées au prix d'achat suivant la méthode FIFO (premier entré/premier sorti). Les pertes latentes, calculées par comparaison entre la valeur comptable et la valeur probable de négociation font l'objet d'une provision pour dépréciation le cas échéant.

La valeur d'inventaire des titres de sociétés cotées est déterminée en fonction de leur cours moyen observé au cours du mois précédent la clôture de l'exercice.

g) Opérations en devises. — Les dettes et créances libellées en devises figurent au bilan pour leur contre valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes font l'objet d'une provision pour risque.

Les créances en devises, ayant fait l'objet d'une couverture à terme (note 16), figurent au bilan pour leur contre valeur au cours de couverture.

h) Chiffre d'affaires. — Le chiffre d'affaires est constitué des montants facturables aux clients en fonction des dispositions contractuelles (cahier des charges).

Cette facturation est réalisée en fonction de l'avancement des travaux sous forme de situations successives.

Les autres travaux réalisés figurent dans les travaux en cours.

i) Prise en compte du revenu. — Du fait des spécificités techniques des contrats, la marge est prise en compte lors de l'achèvement des installations.

j) Engagements de retraite. — Les engagements de retraite sont comptabilisés sur la base des indemnités de départ en retraite prévues par la convention collective, charges sociales incluses.

La provision correspond aux indemnités actualisées qui seraient allouées au personnel à l'âge de 65 ans compte tenu du taux de rotation et de l'espérance de vie évaluée pour chaque salarié.

Les engagements ont été calculés avec la table INSEE 2000.

Compléments d'informations relatifs au bilan et au compte de résultat.

Note 3. — Immobilisations incorporelles.

	Montant au 30/09/2006	Augmentations	Diminutions	Montant au 30/09/2007
Valeur brute	387 519	10 120	64 102	333 538
Amortissements	380 270	13 533	64 102	329 701
Valeur nette	7 249			3 837

Ce poste est constitué des logiciels acquis par l'entreprise.

Note 4. — Immobilisations corporelles.

— Valeur brutes :

	Valeur brute en début d'exercice	Acquisition	Sorties	Virement de poste à poste	Valeur brute en fin d'exercice
Installations techniques, matériels et outillages	1 381 943	22 214	14 099		1 390 058
Agencements divers	1 058 737	56 847	3 023		1 112 561
Matériels de transport	1 782 576		9 660		1 772 916
Autres immobilisations corporelles	1 044 713	27 913	324 661		747 965
Total	5 267 969	106 974	351 444		5 023 499

— Amortissements :

	Montant en début d'exercice	Dotation	Diminution	Montant en fin d'exercice
Installations techniques matériels et outillages	1 131 031	98 224	14 099	1 215 155
Agencements divers	801 635	46 571	3 023	845 183
Matériels de transport	883 780	141 867	9 660	1 015 987
Autres immobilisations corporelles	869 724	80 637	324 661	625 700
Total	3 686 170	367 299	351 443	3 702 025

Note 5. — Immobilisations financières.

Ce poste se décompose ainsi :

	Valeur brute au 30/09/2006	Augmentation	Diminution	Valeur brute au 30/09/2007
Participations (1)	249 900	0	0	249 900
Titres auto-détenus (2)	29 765	116 110	90 014	55 861
Autres immobilisations financières : dépôts et cautionnements	44 155	150	5 533	38 772

(1) Les participations au 30 septembre 2006 étaient les suivantes :

— participation de 100% dans une société de droit américain sans capital. Cette filiale, créée au cours de l'exercice 2000/2001 n'a pas d'activité.
— participation à hauteur de 99,96% dans la société anonyme « Compagnie d'Investissements – Europe », (CIE), immatriculée en Belgique.
Ces participations sont inchangées.

(2) Détail des variations sur les titres GEA auto-détenus.

Nombre de titres au 30/09/2006	Acquisitions	Cessions	Nombre de titres au 30/09/2007
1 603	6 731	5 056	3 278

Leur valeur de réalisation au 30 septembre 2007 est de 49 662 € pour une valeur comptable de 55 861 €. La différence entre la valeur de réalisation et la valeur comptable (6 199 €) a fait l'objet d'une provision pour dépréciation.

Au 30 septembre 2006, cette valeur de réalisation s'élevait à 29 607 € pour une valeur comptable de 29 765 €.

(Autorisation de l'assemblée générale du 27 mars 2007).

Note 6. — Entreprises liées.

Aucune donnée ne concerne les entreprises liées.

Note 7. — Stock et en-cours.

Ce poste a évolué comme suit :

	2005/2006	2006/2007
Consommables et pièces détachées	3 655 184	4 151 957
Provision pour dépréciation matières premières	-36 540	-75 824
Travaux en cours	5 490 469	3 300 234
	9 109 113	7 376 367

Note 8. — Créances.

— Créances clients et comptes rattachés : Ce poste comprend les factures à établir pour un montant de 11 820 875 €.

La ventilation de ce poste est la suivante :

Données en euros	2005/2006	2006/2007
Factures à établir France (TTC)	7 869 669	7 229 305
Factures à établir Export	4 032 773	4 591 570
Total	11 902 442	11 820 875

Le chiffre d'affaires export est facturé lorsque les travaux réalisés sont acceptés et après que le client ait donné son accord pour le paiement.

— Variation des provisions sur créances clients :

Provision au 30/9/06	Dotation	Reprise	Provision au 30/9/07
148 154		148 154	

— Autres créances : Elles se décomposent comme suit :

Fournisseurs	717
Personnel	6 461
État	133 261
Autres	14 807
	155 246

— État des échéances des créances :

	Montant brut	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Actif immobilisé	38 772			38 772

Clients et rattachés	16 538 864	16 538 864		
Fournisseurs débiteurs	717	717		
Personnel et comptes rattachés	6 461	6 461		
État et autres collectivités	133 261	133 261		
Débiteurs divers	14 807	14 807		
Charges constatées d'avance	360 679	360 679		
	17 093 561	17 054 789		38 772

Note 9. — Disponibilités.

Ce poste comprend des comptes en devises pour 153 562 €.

Note 10. — Capital social.

Le capital social est de 2 400 000 €.

	Nombre d'actions	Nominal
Actions composant le capital au début de l'exercice	1 200 000	2 euros
Actions composant le capital en fin d'exercice	1 200 000	2 euros

Les actions nominatives détenues depuis plus de quatre ans bénéficient d'un droit de vote double.

— Variation des capitaux propres :

	30/09/2006	Affectation de résultat N-1	Distribution de dividendes	Résultat de l'exercice	30/09/2007
Capital	2 400 000				2 400 000
Primes d'émission	2 927 021				2 927 021
Réserve légale	240 000				240 000
Autres réserves	13 822 903	-1 102 435			12 720 468
Report à nouveau	124 177	-124 177			
Résultat	-1 226 612	1 226 612		1 125 663	1 125 663
	18 287 489				19 413 152

Note 11. — Provisions pour risques et charges.

La provision pour charges s'élève à 1 355 082 € et se décompose ainsi :

	30/09/2006	Dotations	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	30/09/2007
Provision pour garantie client (1)	531 104	0	41 689	0	489 415
Provision pour indemnités de départ à la retraite (2)	854 201	11 466	0	0	865 667
	1 385 305	11 466	41 689	0	1 355 082

(1) La provision pour garantie clients correspond à la couverture de la garantie contractuelle sur les chantiers France, Union européenne et Export. Elle repose sur une estimation raisonnable des travaux à réaliser pour la période 2007/2008.

(2) Le montant global de la provision pour indemnités de départ à la retraite (charges sociales incluses) au 30 septembre 2007 s'élève à 865 667 €. Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

- Taux de revalorisation des salaires : 1,50% ;
- Taux d'actualisation : 4,47% ;
- Taux de charges sociales : 41,00% ;
- Taux de rotation du personnel :
- âge compris entre 20 et 29 ans : 5,00% ;
- âge compris entre 30 et 39 ans : 5,00% ;
- âge compris entre 40 et 49 ans : 2,00% ;
- âge compris entre 50 et 65 ans : 0,00%.

Note 12. — État des échéances des dettes.

	Montant brut	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements :				
A plus de 1 ans à l'origine				
A moins de 1 ans à l'origine	2 583	2 583		
Emprunts et dettes financières diverses				
Avances et acomptes reçus	13 291	13 291		
Fournisseurs	7 480 317	7 480 317		
Dettes fiscales et sociales	4 347 968	4 347 968		
Autres dettes	269 139	269 139		
Groupe et associés	1 239	1 239		
Produits constatés d'avance (1)	1 067 127	1 067 127		
	13 181 664	13 181 664		

(1) Facturation d'avance sur travaux en cours.

Note 13. — Charges à payer.

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 361 678
Dettes fiscales et sociales	3 425 180
Autres dettes	50 671
	5 837 529

Note 14. — Engagements hors bilan.

— Engagements financiers :
 – Engagements donnés :

	30/09/2007	30/09/2006
Cautions bancaires pour bonne fin de chantier ou retenue de garantie	8 373 K€	13 251 K€

Note 15. — Exposition aux risques de change.

(En milliers d'euros)	Dollar américain	Roupie indienne	Couronne danoise	Couronne suédoise	Kuna croate	Real brésilien
Actifs	55	14	180	90	249	645
Passifs	0	0	0	0	1 629	522
Exposition brute	55	14	180	90	-1 380	123

Les actifs sont constitués de créances, travaux en cours ainsi que de disponibilités.

Les passifs sont constitués de dettes d'exploitation et dettes diverses.

La couverture des risques de changes commerciaux est réalisée sous la forme de contrats à terme fixe.

Aucun contrat de couverture n'est en cours au 30 septembre 2007.

Note 16. — Chiffre d'affaires.

Il se décompose ainsi :

a) Répartition par zone géographique :

	France	Export	Total
Ventes de produits fabriqués	26 906 843	(1) 9 358 357	36 265 200
Prestations de services et divers	860 731	2 315 372	3 176 103
	27 767 574	11 673 729	39 441 303

Union Européenne	Europe (hors UE)	Asie	Amérique	Afrique	Total
2 386 K€	(1) 3 806 K€	1 848 K€	2 451 K€	1 183 K€	11 674 K€

(1) Ce montant comprend notamment le chiffre d'affaires réalisé en Croatie par l'intermédiaire d'un établissement stable.

b) Répartition par activité :

Parking	Péage	Badge	Maintenance	Divers (prestation services)	Total
147 K€	32 760 K€	4 002 K€	2 446 K€	86 K€	39 441 K€

Note 17. — Charges de personnel.

— Rémunération allouée aux organes de Direction : La rémunération déterminée par le conseil d'administration correspond aux jetons de présence qui s'élèvent à 12 000 €.

— Ventilation de l'effectif :

	30/09/2006	30/09/2007
Ingénieurs et cadres	73	77
Employés	116	120
Total	189	197

— *Droit Individuel de Formation (DIF)* : Dans le cadre des procédures de formation, le groupe a intégré les principes de la loi de mai 2004 relative à la formation continue et a notamment informé les salariés quant à leurs droits individuels de formation. Au 30 septembre 2007 l'engagement total est de 12 557 heures.

Note 18. — Ventilation de l'impôt société.

	Résultat avant impôt	Impôt
Résultat courant	1 245 267	(1) 142 450
Participation		
Résultat exceptionnel	34 267	11 421
Résultat comptable	1 279 534	153 871

(1) Compte tenu de l'imputation d'un report déficitaire de 1 110 247 €.

Note 19. — Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires.

Résultat de l'exercice	1 125 663
Impôt sur les bénéfices	153 871
Résultat avant impôt	1 279 534
Variation des provisions réglementées et amortissements dérogatoires	
Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires avant impôt	1 279 534

Note 20. — Accroissement ou allègement de la charge fiscale future.

	Base	Impôt 33,1/3%
Impôts payés d'avance :		
Congés payés	1 198 398	399 466
Autres charges	127 171	42 390
Participation		
	1 325 569	441 856

Note 21. — Résultat exceptionnel.

Produits divers sur exercices antérieurs	10 957 €
Produits exceptionnels divers	49 546 €
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	-7 687 €
Charges exceptionnelles diverses	-140 €
Pénalités et amendes	-18 409 €
	34 267 €

Note 22. — Tableau des filiales et participations – Valeurs mobilières.

Société filiales	Capital Autres capitaux propres en devises locales	En % détenu	Valeur brute titre détenus Valeur nette titres détenus (En €)	Prêts et avances Cautions (En €)	Chiffre d'affaires Résultat (En €)	Dividendes versés (En €)
GEA International Inc	0	100%	0	0	NC	0
	0		0	0	NC	
CIE	250 000	99,96%	249 900	0	0	0
	-4 913		249 900	0	-2 217	
Total sociétés filiales			249 900			
Autres participations			0			
Autres titres immobilisés (Actions propres GEA)			55 861			
Total valeurs mobilières = valeur brute			305 761			
Total valeurs mobilières = valeur nette			299 562			

Compte tenu du caractère non significatif des participations, il n'est pas réalisé de comptes consolidés.

Note 23. — Litige.

Dans le cadre d'une procédure d'Août 2007, la société GEA a été assignée par un sous-traitant devant le Tribunal de Commerce de Grenoble qui lui réclame la somme de 568 K€ TTC au titre de prestations réalisées dans le cadre d'un développement logiciel.

La société GEA n'a pas jugé utile, après analyse du dossier et après avis de ses conseils, de constituer de provision pour charge au titre de cette assignation qu'elle considère comme non fondée, la prestation n'ayant pas été réalisée par le sous-traitant malgré une procédure de mise en demeure faisant suite à un retard de six mois par rapport au délai contractuel de livraison.

De son côté la société GEA réclame devant la même juridiction une somme de 496 K€ TTC à ce sous-traitant en raison des surcoûts directs engendrés par la défaillance persistante de ce dernier dans la livraison du logiciel commandé.

Note 24. — Tableaux des flux de trésorerie.

La trésorerie est définie par la société comme la somme :

- des valeurs à l'encaissement ;
- des dépôts à vue dans les banques ;
- des comptes de caisses ;
- des valeurs mobilières de placement à court terme, nettes de provisions pour dépréciation le cas échéant.

Les valeurs mobilières de placement à court terme sont des placements très liquides, facilement convertibles et dont la valeur ne risque pas de changer de manière significative.

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon la méthode indirecte qui consiste à partir du résultat net.

V. — Projet d'affectation des résultats.

Résultat de l'exercice : 1 125 662,75 € ;

Affectation :

- Dividende : 480 000,00 € ;
- Réserve ordinaire : 645 662,75 €.

VI. — Rapport général du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels.

Exercice clos le 30 septembre 2007.

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2007 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société GEA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

— la justification de nos appréciations ;
— les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

— La prise en compte du revenu est déterminée selon la méthode décrite dans la note 2 i) de l'annexe.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié de cette méthode comptable et nous nous sommes assurés de sa correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

— la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire la situation financière et les comptes annuels ;

— la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, du changement, de la cessation de fonctions ou postérieurement à celles-ci. En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Lyon, le 25 janvier 2008.

Le Commissaire aux Comptes :

Grant Thornton, membre français de Grant Thornton International :

Thierry Chautant,

Associé.

0800621